



## **Déclaration liminaire de la CGT Educ'Action au CTSD du Var du 18 Novembre 2021**

**La reprise économique est là et qui se porte bien ? La bourse, le CAC 40.... Surement pas l'Ecole !**

**Nous allons le démontrer d'ailleurs à l'occasion de ce CTSD consacré au bilan de la rentrée scolaire dans notre département.**

**Depuis plus d' an la CGT Educ'action demande un plan d'urgence pour l'Education afin de garantir la santé et la sécurité de tous en cette période de pandémie.**

**Non seulement nous en sommes bien loin dans notre département, mais la situation continue de se dégrader. Ainsi le ministère n'a cessé de mettre en avant , dans la répartition des moyens, la priorité donnée au 1<sup>er</sup> degré . Mais cette priorité on en entend beaucoup parler mais on a peine à la voir dans les moyennes d'élèves par classe des écoles du Var, avec de nombreuses classes à 27 ou 28 élèves.**

**Et les 485 élèves de plus à la rentrée par rapport aux prévisions ne va rien arranger à cette statistique.**

**Les effectifs enseignants sont d'ailleurs à ce point insuffisants que, chose tout à fait inédite dans le 1<sup>er</sup> degré , des contractuel.e.s, ont été recruté.e.s dès le 1er septembre pour répondre aux besoins.**

**En revanche si la priorité au premier degré joue l'arlésienne, ce n'est pas le cas de la volonté du gouvernement d'imposer une gestion managériale de l'Ecole . Comme par exemple l'expérimentation proposé par le Président Macron d'une autonomie quasi-totale des directeur·trices d'école pour les écoles de Marseille en matière de recrutement et d'encadrement des personnels, mais aussi dans la gestion des projets pédagogiques, des rythmes scolaires ou des horaires ou encore le vote de la loi Rilhac instaurant une autorité fonctionnelle et une délégation de pouvoirs pour les directeur·trices d'école.**

**On peut également déceler cette gestion managériale dans l'expérimentation qui vise à supprimer les REP et REP+ par le biais de la mise en place de contrats locaux d'accompagnement (CLA) imposant la réalisation d'objectifs pour obtenir des moyens supplémentaires pendant 3 ans, et mettant de fait en concurrence les écoles ...**

**En revanche la politique du gouvernement est beaucoup moins claire en matière de gestion de l'épidémie . Pour preuve le retour du masque à l'école dans le Var au retour des vacances de la Toussaint alors que les enfants en avaient été libérés avant les vacances, ou encore le glissement des tâches des enseignant.e.s du Var qui deviennent progressivement des auxiliaires de santé chargé.e.s de superviser les tests salivaires des enfants.**

**En ce qui concerne le second degré, qui semble effectivement loin d'être une priorité pour ce gouvernement. Les classes sont surchargées comme jamais, particulièrement en collège, dans une période qui aurait mérité au contraire un investissement massif comme l'a toujours réclamé la CGT pour compenser les mois d'apprentissages perdus suite à la pandémie.**

**Dans notre département, la mobilisation historique de nombreux établissements et particulièrement des collèges dès la rentrée, pour réclamer des DGH dignes en est la plus vibrante des illustrations.**

**D'ailleurs l'augmentation des effectifs en collège de 498 élèves dont 139 de plus que prévu va peser encore davantage sur les conditions de travail et d'apprentissage.**

**En LGT et en LP la situation n'est pas plus enviable malgré la baisse relative du nombre d'élèves dans le département . En effet les baisses drastiques et répétées sur plusieurs années des moyens horaires dans plusieurs établissements du département ont conduit progressivement à supprimer certains dispositifs pédagogiques relatifs à l'accompagnement personnalisé, l'orientation ou la consolidation des acquis. Et les dotations complémentaires souvent bien tardives, ou les HSE de remédiation distribuées du fait des effets de la pandémie sont loin de compenser cette situation.**

**En outre en lgt la mise en œuvre des PLE ( Projets locaux d'évaluation ) va, sous couvert d'harmoniser les pratiques et de garantir l'égalité , concrétiser l'«évaluation-surveillance», et réduire la liberté pédagogique. On passe ainsi de la confiance en l'école à la contractualisation. De même en LP au sujet de la mise en place des « familles de métiers » qui bouleversent l'organisation du Bac**

**pro en trois ans en termes de contenus de formation et d'orientation , la CGT tient à dénoncer la désécialisation des formations et la réduction du temps de formation dans la voie scolaire qui va dégrader l'insertion professionnelle. L'orientation sera moins lisible et encore plus subie, notamment en fin de 2nde. Cette année devient un sas de sélection. Cela va accentuer la mise en concurrence des établissements et des spécialités et favoriser l'apprentissage.**

**Enfin depuis la rentrée l'auto évaluation des établissements du département a repris conformément aux directives du conseil d'évaluation de l'Ecole (CEE). Certes Le vocabulaire utilisé pour vendre cette nouvelle stratégie managériale est alléchant : «partage», «co-construction», «acteurs». Mais pour la CGT cette politique du tout-évaluation sert là aussi à insérer la logique d'entreprise et la gestion managériale au sein du service public d'éducation, et d'habituer les subjectivités à une logique de compétition, d'auto-évaluation et de concurrence.**